



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

---

68048



Distr. : GENERALE

E/ECA/PSD.5/8

9 février 1988

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Conférence commune des planificateurs,  
statisticiens et démographes africains

Cinquième session

Addis Abeba, (Ethiopie), 21 - 28 mars 1988

ANALYSE CRITIQUE  
DES PLANS NATIONAUX DE DEVELOPPEMENT A LA LUMIERE DES PROGRES REALISES  
DANS LA PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS ET DIRECTIVES DU PLAN D'ACTION DE LAGOS,  
DU PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT DE L'AFRIQUE  
ET DU PROGRAMME D'ACTION DES NATIONS UNIES  
POUR LE REDRESSEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

[illegible]

100

100

## TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION - - - - -	1 - 5	1
PREMIERE PARTIE : LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION DE LAGOS (PAL) ET DE L'ACTE FINAL DE LAGOS (AFL) ET LE DEVELOPPEMENT GLOBAL DE L'AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT AU COURS DE LA PERIODE 1980-1986 - - - - -	6 - 28	2
A. Etat de la mise en oeuvre du PAL et de l'AFL - -	6 - 10	2
B. Le développement global de l'Afrique en 1980-1985 -	11 - 12	3
C. Le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique : objectifs et domaines prioritaires -	13 - 22	4
D. Le PANUREDA - - - - -	23 - 28	6
DEUXIEME PARTIE : LES STRATEGIES GLOBALES, OBJECTIFS ET PRIORITE DES PLANS NATIONAUX DE DEVELOPPEMENT - -	29 - 57	8
A. La relance et la dynamisation des économies - - -	31 - 44	8
B. L'autosuffisance : un objectif fondamental du PAL et l'Acte Final de Lagos - - - - -	45 - 47	12
C. Nécessité d'une plus grande maîtrise du développement de la croissance socio-économique - - - - -	48 - 57	12
1. Le renforcement de la capacité de planification socio-économique des pays - - - - -	49 - 52	13
2. L'aménagement du territoire - - - - -	53	14
3. La prise en compte de l'influence des données démographiques - - - - -	54	14
4. Conclusion - - - - -	55 - 57	14
TROISIEME PARTIE : QUELQUES ASPECTS SECTORIELS DES PLANS NATIONAUX DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL - -	58 - 88	16
A. Agriculture et alimentation - - - - -	58 - 67	16
B. Industrie - - - - -	68 - 76	19
C. La sécheresse et la desertification - - - - -	77 - 81	23
D. Finances - - - - -	82 - 86	23
E. Conclusion - - - - -	87 - 88	25



## INTRODUCTION

1. Au début de la décennie en cours, les responsables africains au plus haut niveau ont adopté la Plan d'Action de Lagos (PAL) et l'Acte Final de Lagos (AFL) dont les principes directeurs et les objectifs fondamentaux devaient être rapidement mis en oeuvre pour leur permettre de jeter les bases d'un développement auto-centré et auto-entretenu visant l'autosuffisance individuelle et collective des pays de la région. L'économie des pays africains était alors dans un état précaire caractérisé par des déséquilibres structurels internes et externes, l'insuffisance des infrastructures sociales et des transports et communications, les déséquilibres et problèmes énergétiques, un taux élevé de croissance démographique, de chômage et de sous-emploi, une pénurie de personnel qualifié de graves déficiences dans les systèmes de formation. En outre les politiques économiques erronées que les pays africains avaient adoptées depuis l'indépendance, l'inefficacité avec laquelle ils avaient géré leurs économies, la sécheresse et le rythme rapide de la désertification sur le continent et enfin l'instabilité politique et la destabilisation socio-économique étaient autant de facteurs qui contribuaient à l'aggravation de l'état de sous développement du continent.
2. Depuis l'adoption du PAL et de l'AFL destinés à redonner de l'élan au développement de l'Afrique, c'est non pas le développement mais la survie qui est devenue la priorité pour de nombreux pays du continent. Au plus fort de la crise économique mondiale dont les répercussions en Afrique ont été des plus dramatiques, la justesse des principes fondamentaux et des objectifs du PAL et l'urgence de leur mise en oeuvre accélérée étaient devenues encore plus évidentes. Compte tenu du peu de progrès réalisés dans la mise en oeuvre du PAL et de l'AFL ainsi que des difficultés rencontrées, des mesures pratiques appropriées ont été identifiées en vue d'accélérer la réalisation des objectifs d'un certain nombre de secteurs. Ces mesures ont fait l'objet du Programme prioritaire de redressement de l'Afrique (PPREA) et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement et le développement de l'Afrique (APNURED) adopté en 1985 et 1986 par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA et la Communauté internationale.
3. L'objet de la présente étude est d'examiner dans le cadre du suivi de l'application de la résolution 35/64 de l'Assemblée générale relative au PAL et de la Résolution A.40/40 sur la situation économique critique de l'Afrique, dans quelle mesure les pratiques actuelles en matière de planification en Afrique reflètent les stratégies de développement régionales récemment adoptées dans le PPREA et le PANUREDA) 1986-1990 et contribuent à la mise en oeuvre du PAL et l'AFL.
4. Toutefois cette analyse ne porte que sur un échantillon de 13 plans et programmes nationaux de redressement et de développement dont certains ont été adoptés avant le PPREA et le PANUREDA. Elle ne peut par conséquent donner qu'une vue partielle des efforts en cours en Afrique pour relancer la croissance et le développement par la mobilisation des forces dynamiques qui existent à l'intérieur même des pays. Mais, même cette vue partielle peut s'avérer très utile en particulier pour mettre en lumière les modalités d'application des recommandations d'importance indiscutable du PAL, du PPREA et du PANUREDA et l'on pourra dans l'avenir poursuivre cette tâche de manière à englober tous les pays de la région.

5. L'étude comporte trois parties :

- I. Etat de la mise en oeuvre du PAL au milieu des années 1980 et rappel des objectifs et priorités du PPREA et du PANUREDA en tant première phase opérationnelle de la mise en oeuvre du PAL.
- II. L'analyse des objectifs globaux, des politiques générales et priorités des plans nationaux de développement à la lumière du PAL et des préoccupations du PPREA et du PANUREDA.
- III. L'examen de certaines politiques sectorielles des plans nationaux de développement :
  - Agriculture;
  - Secteur d'appui;
  - Ressources humaines;
  - Lutte contre la sécheresse et la desertification.

PREMIERE PARTIE

LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION DE LAGOS (PAL)  
ET DE L'ACTE FINAL DE LAGOS (AFL) ET LE DEVELOPPEMENT GLOBAL  
DE L'AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT AU COURS DE LA PERIODE 1980-1985

A. Etat de la mise en oeuvre du PAL et de l'AFL

6. Il est reconnu qu'au cours de la période 1980-1985, de nombreux obstacles et contraintes ont entravé la mise en oeuvre du PAL et l'AFL, de même que de nombreuses erreurs avaient été commises. Parmi les obstacles il y a notamment les structures héritées du système colonial, des facteurs internationaux tels que la chute des cours des produits de base, la stagnation puis la minimution en termes réels de l'aide officielle au développement, la hausse sans précédent des taux d'intérêt, les fluctuations importantes du taux de change et le regain de protectionnisme. En outre, des facteurs externes qui n'avaient pas été envisagés au moment de l'adoption du PAL ont exacerbé la crise des économies africaines. Ces facteurs externes sont la sécheresse grave et persistante qui a affecté les pays du continent de façon générale, l'avance du desert, les cyclones dévastateurs dans l'océan indien.

7. En troisième lieu, la pénurie et/ou l'insuffisance de la main-d'oeuvre qualifiée dans les pays africains ont entravé le processus de développement interne. Cette pénurie de la main-d'oeuvre qualifiée a poussé la majorité des pays africains à faire appel à un grand nombre de techniciens de haut niveau et de cadres supérieurs.

8. Il est également à noter que les planificateurs nationaux de développement ne se sont pas suffisamment adressés aux recommandations du PAL. Les actions souvent menées dans les plans nationaux de développement est la tendance à perpétuer voire à accentuer la dépendance des économies africaines vis-à-vis des ressources étrangères. Cette dépendance a donné lieu à une mauvaise gestion des ressources nationales négligeant des secteurs prioritaires comme l'agriculture, l'industrie, la main-d'oeuvre et occasionnant d'énormes dépenses pour l'importation de biens de consommation et l'exécution de projets d'investissements non productifs. De plus, peu d'attention a été accordée aux obstacles structurels tels que le manque de complémentarité intersectorielle et intra-régionale notamment la coopération dans les domaines aussi

importants que la sécurité alimentaire, la recherche agronomique, les programmes et les projets écologiques portant sur la desertification, les énergies nouvelles et renouvelables, l'industrie et la technologie qui ont été identifiées dans le PAL comme des domaines prioritaires.

9. On a observé encore dans les plans et les programmes nationaux de développement une prévalence d'objectifs macro-économiques et de systèmes de planification centralisés. Cette tendance centralisatrice imposée dans une large mesure par la pénurie d'administrateurs qualifiés se justifiait au lendemain des indépendances. Elle ne se justifie plus actuellement dans de nombreux pays où la pléthore dans la fonction publique est déjà ressentie dans les centres urbains et où de nombreux jeunes formés sont en chômage. Le problème majeur qui se pose actuellement à ce type de planification à l'échelon national est de parvenir à concilier deux objectifs apparemment opposés mais essentiellement interdépendants : (i) la nécessité d'une décentralisation, pour tenir compte du potentiel et des contraintes locales et mobiliser les connaissances et les énergies des millions de ruraux en faveur du processus de développement et (ii) la nécessité d'une direction centrale pour promouvoir l'intégration au niveau national, la spécialisation au niveau local et régional et la gestion rationnelle des ressources notamment financières internes et externes. En outre, la recherche d'un juste équilibre entre ces deux objectifs concurrents devrait s'appuyer sur une juste évaluation du processus de planification de développement mis en oeuvre; ce qui est rarement fait.

10. Les déséquilibres budgétaires et de la balance des paiements ont conduit la majorité des pays africains à se consacrer presque exclusivement à la formulation et à la mise en oeuvre de programmes d'ajustement structurel ou de redressement économique et financier généralement avec le concours d'institutions multilatérales de financement comme la BIRD ou le FMI. Les politiques d'ajustement structurel ont revêtu une importance majeure pour la fixation des objectifs politiques et économiques ainsi que des conditions dont seront assorties l'aide économique internationale et les soutiens financiers. La formulation, l'application, le suivi et l'évaluation de ces politiques échappent dans une grande mesure aux organismes nationaux de planification qui de ce fait ne sont pas en mesure de concilier les exigences de gestion à court terme avec celles d'une planification à moyen et long termes. Ainsi les mesures d'ajustement adoptées par les pays africains ne leur ont guère permis d'atteindre les objectifs généraux qu'ils se sont fixés à savoir rétablir l'équilibre intérieur et extérieur et retrouver un rythme de croissance soutenu. Les résultats peu satisfaisants des programmes d'ajustement sont dus au fait qu'ils sont conçus, élaborés et exécutés sans considération des réalités des pays africains et à leur durée généralement courte qui ne permet de résoudre le problème de la transformation structurelle et de la faiblesse de la productivité des économies africaines.

#### B. Le développement global de l'Afrique en 1980-1985

11. L'ensemble des obstacles, les inadéquacies et l'insatisfaction de la mise en oeuvre du PAL et l'AFL ont conduit la région africaine à des performances économiques médiocres ainsi qu'à l'aggravation et à la prolongation en Afrique de la recession économique mondiale du début des années 80. Ainsi, au cours de la première moitié des années 1980, le PIB de l'Afrique en développement a connu une croissance réelle de seulement 0,6 p. 100 par an. Excepté, la sous-région d'Afrique centrale qui a réalisé un taux de croissance annuel du PIB de 4,7 p. 100,

les taux de croissance du PIB enregistrés dans les autres sous-régions ont été ou faibles comme en Afrique de l'est et australe et en Afrique du nord qui ont réalisé les taux de croissance annuels respectifs de 1,6 et 2,2 p. 100 ou décroissant comme en Afrique de l'ouest où le taux de croissance annuel enregistré a été de -2,6 p. 100 contre un taux de 7 p. 100 préconisé dans le PAL et dans la stratégie internationale du développement. La conséquence de cette faible croissance conjuguée avec l'augmentation rapide de la population de la région a été le déclin du PIB par tête d'environ 2,4 p. 100 par an. Au cours de la période, des secteurs clés tels que l'agriculture et l'industrie ont connu une croissance annuelle respective de 1,2 et 3,7 p. 100 contre 4 et 9, ( p. 100 proposés par le PAL; De même les exportations et les importations au lieu de croître conformément aux recommandations du PAL de 7 et moins de 8,2 p. 100 par an ont enregistrés un déclin persistant de 1 et 2,9 p. 100 par an. Dans l'ensemble, le taux d'investissement a baissé à 21 p. 100 en 1985 contre 24 p. 100 en 1980 alors que la croissance des investissements enregistrait une baisse annuelle de -2 p. 100 et allant jusqu'à -5 p. 100 par an dans les pays non producteurs de pétrole. La consommation finale n'a enregistré qu'une croissance de 1,7 p. 100 par an. La dette extérieure s'est considérablement alourdie avec un ratio du service de la dette voisin de 30 p. 100.

12. Cette situation catastrophique a conduit à l'adoption en juillet 1985 par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA du programme prioritaire de redressement de l'Afrique (PPREA) 1986-1990 et en juillet 1986 par l'Assemblée générale de l'ONU du Programme d'Action des Nations Unies pour le redressement et le développement de l'Afrique 1986-1990 (PANUREDA) dont il convient de rappeler ci-après les objectifs et domaines prioritaires.

C. Le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique :  
objectifs et domaines prioritaires

Au plan général

13. En tant que programme d'action, le PPREA traduit les principes généraux et objectifs généraux du PAL en activités précises et opérationnelles qui seront entreprises au cours des années 1986-1990 en vue de jeter les bases d'un changement structurel durable et d'améliorer le niveau général de la productivité. Le programme accorde la priorité absolue au redressement et au développement du secteur agricole, tout en attachant une importance particulière aux secteurs d'appui à l'agriculture et au développement rural à savoir : l'industrie, les transports, la santé, l'enseignement et les autres services sociaux. Le programme met également l'accent sur l'urgence des mesures radicales pour lutter contre la sécheresse et la désertification et assurer la mise en valeur et l'utilisation rationnelle, des ressources humaines. En outre, le PPREA préconise le renforcement des institutions africaines nationales et multinationales en vue de les rendre capables de faire face aux défis du développement en améliorant leurs systèmes de gestion, en rationalisant leurs activités et en éliminant les chevauchements et les double-emplois. Il préconise en outre le renforcement de la coopération africaine.

Au plan sectorial

14. En plus des mesures d'urgence et à CT préconisées en matière d'agriculture, huit principaux domaines d'investissements sur lesquels les efforts devront être axés ont identifiés. Ce sont : (i) accroissement de la production vivrière; (ii) mise en valeur des terres cultivables et l'amélioration des politiques en matière financière; (iii) développement de l'élevage et exploitation des productions animales; (iv) culture attelée et mécanisation; (v) stockage et commercialisation; (vi) recherche et vulgarisation agricoles; (vii) programme de reboisement et (viii) lutte contre la desertification. Le but global de la nouvelle politique agricole est d'accélérer les efforts visant à atteindre l'autosuffisance alimentaire et à assurer la sécurité en ce qui concerne les denrées de base locales ainsi qu'à relancer et à augmenter la capacité nationale de production de matières premières agricoles et à favoriser la relance des exportations afin de générer la capacité d'importation supplémentaire requise pour financer la croissance.

Dans le domaine industriel

15. Il est notamment recommandé aux Etats membres, le renforcement des mécanismes nationaux existants pour l'identification, la préparation, l'évaluation, la négociation et l'exécution des projets, en particulier les industries stratégiques pilotes identifiées dans le cadre du programme de la décennie du développement industriel en Afrique (DDIA) de même que l'adoption des politiques et des mesures d'incitation nécessaires à la participation des nationaux au capital social et à la gestion des entreprises industrielles, la formulation et l'exécution des programmes à moyen et long termes pour satisfaire les besoins pressants en main d'oeuvre industrielle.

16. En matière des transports et communications, les recommandations du PPREA visent l'intensification des efforts en vue du financement des projets de la décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique (UNTACDA), le renforcement ou la création des sociétés de construction aux niveaux national, sous-régional et régional.

17. Concernant les questions commerciales et financières, il a été demandé notamment : (i) la prise des mesures correctives pour modifier les mécanismes de fixation des prix des produits agricoles; (ii) le développement des circuits intérieurs de distribution; (iii) le changement des tendances actuelles de consommation; (iv) l'étude des voies et moyens en vue du renforcement du commerce et de la coopération financière au niveau régional.

18. Dans le domaine de l'énergie, l'accent est mis sur l'intensification de la coopération grâce à l'harmonisation des politiques, au lancement des programmes conjoints de prospection d'exploitation et de mise en valeur ainsi que des programmes de recherche — développement et de formation y compris le programme de développement des technologies et des équipements pour l'exportation de l'énergie.

19. Le programme préconise notamment la formulation au niveau national de politiques nationales en matière de population, la formulation de programmes nationaux en vue, de réduire le taux élevé actuel de la mortalité et la morbidité en particulier dans les zones rurales. Une attention particulière devra être accordée à la participation plus accrue des femmes à la planification du développement.

20. Les mesures préconisées en vue du développement des ressources humaines visent particulièrement : (i) l'évaluation critique globale et sectorielle des besoins en main d'oeuvre pour la mise en oeuvre des plans de développement; (ii) la révision conséquente des politiques et programmes de formation; (iii) la rationalisation et le renforcement de l'infrastructure institutionnelle; (iv) à accorder une plus grande importance à l'amélioration des méthodes administratives, techniques et de gestion des entreprises dans les programmes de formation; (v) des mesures d'incitation pour minimiser la fuite des cerveaux et assurer la participation effective des compétences techniques nationales au processus de développement et (vi) l'adoption des mesures innovatrices pour la mobilisation des ressources financières pour la formation.

21. En matière de science et technologie, il est préconisé à moyen et long termes la création de centres et instituts nationaux en vue de traduire en opérations commerciales les résultats obtenus en recherche et développement, le renforcement des mécanismes nationaux d'informations scientifiques; la création des services nationaux de sélection et d'application des technologies nouvelles et des technologies de pointe au service du développement économique.

22. Le coût total du programme prioritaire de redressement de l'Afrique 1986-1990 a été estimé à 128 104,5 millions de dollars dont 82 487,4 millions de ressources intérieures déjà mobilisées ou prévues et 45 617,1 millions de ressources extérieures totales nécessaires. Ce coût se répartit comme suit par secteur : agriculture 57 434,1 millions de dollars (44,6 p. 100); autres secteurs d'appui à l'agriculture (industrie, transport et communication, sciences et technologies, commerce et finances) : 60 110,5 millions de dollars (46,9 p. 100); lutte contre la sécheresse et la desertification 3 408,9 millions de dollars (2,7 p. 100); mise en valeur des ressources humaines 7 151 millions de dollars (5,6 p. 100).

#### D. Le PANUREDA

23. Le PANUREDA 1986-1990 fondé sur un engagement mutuel et une coopération, comporte deux volets essentiels : (i) la détermination et l'engagement des pays d'Afrique de lancer des programmes d'action nationaux et régionaux de développement économique, comme il ressort du PPREA 1986-1990 et l'accueil positif de la communauté internationale et son engagement à appuyer et à compléter les efforts de développement déployés par les pays d'Afrique.

24. L'accueil positif et l'engagement de la communauté internationale portent précisément sur : (i) l'amélioration de la qualité et des modalités de l'assistance extérieure et de la coopération; (ii) l'appui aux réformes envisagées par les pays africains; (iii) le redressement économique et les problèmes de la dette; (iv) l'amélioration de la situation au plan externe.

25. L'amélioration de la qualité et des modalités de l'aide se ferait notamment par : (i) la programmation indicative à moyen terme de l'aide; (ii) l'accroissement de l'élément de libéralité en particulier l'élément don de l'assistance destinée à l'Afrique; (iii) l'élaboration des méthodes plus efficaces de coordination et plus productives afin d'accroître l'effet des politiques d'assistance;

(iv) le renforcement de l'efficacité de l'assistance technique et son adaptation aux besoins et priorités des pays d'Afrique; (v) l'utilisation des compétences locales; (vi) le décaissement plus rapide des fonds; (vii) l'incitation des pays et organismes donateurs à envisager de faire face aux dépenses renouvelables et aux dépenses locales afférentes aux programmes et projets; et (viii) la modification des politiques d'achat et des procédures administratives afin d'améliorer la livraison des intrants de production.

26. Pour l'amélioration de la situation sur le plan externe la Communauté internationale devrait : (i) élaborer et adopter des politiques favorisant une croissance soutenue équitable et non inflationniste de l'économie mondiale /y compris l'expansion des échanges commerciaux, l'élimination du protectionnisme, l'adoption de mesures encourageant les programmes africains d'exportation<sup>7</sup>; (ii) examiner d'urgence les problèmes relatifs aux produits de base dans le cadre d'une approche globale comprenant les accords ou arrangements de produit et un financement compensatoire adéquat, et renforcer aussi la capacité des pays d'Afrique d'assurer la commercialisation, la distribution et le transport de leurs produits destinés à l'exportation.

27. Concernant l'appui aux réformes envisagées par les pays africains, la Communauté internationale convient notamment : (i) d'accorder plus d'importance à l'aide hors projet y compris le soutien à la balance des paiements; (ii) d'élaborer des politiques d'aide fondées sur des considérations techniques et sur les besoins spécifiques des pays bénéficiaires en la matière; (iii) de mettre les institutions multilatérales de développement en mesure d'augmenter l'aide à des conditions de faveur; (iv) de faire des efforts particuliers pour accroître les apports de ressources aux PMA pour leur permettre d'atteindre les objectifs du NPSA.

28. Concernant le redressement économique et les problèmes de la dette, la Communauté internationale reconnaît que l'amélioration continue de la situation sur le plan externe et un vigoureux effort d'ajustement économique ne suffiront pas sans doute aux Etats africains d'assurer le service de leur dette tout en établissant la base d'une croissance économique durable. Elle est résolue à aider les pays africains dans leurs efforts visant à surmonter les obstacles financiers.

## DEUXIEME PARTIE

### LES STRATEGIES GLOBALES, OBJECTIFS ET PRIORITE DES PLANS NATIONAUX DE DEVELOPPEMENT

29. Les déséquilibres structurels qui ont conduit à une réduction de productivité et à l'aggravation de la détérioration des tendances internes et externes ont mis l'Afrique dans une position si précaire que seules des mesures radicales pourront empêcher les économies africaines de s'effondrer et assurer la restructuration fondamentale et la réorientation des politiques permettant de mettre le continent sur la voie du développement endogène.

30. De telles mesures sont entreprises ou amorcées dans les plans nationaux en cours d'exécution dans plusieurs pays africains. En effet, les politiques de développement adoptées par ces plans visent l'accroissement soutenu du revenu des populations. Elles sont fondées : (i) sur la relance de tous les secteurs d'activités notamment des secteurs productifs et se traduisent dans la majorité des cas par une meilleure programmation des actions et des moyens nécessaires à leur exécution; (ii) l'autosuffisance alimentaire est perçue comme un objectif majeur dans tous les plans nationaux; et (iii) un accent particulier est mis sur la nécessité d'une plus grande maîtrise du développement.

#### A. La relance et la dynamisation des économies

31. Dans le cadre de la relance économique en vue d'un développement économique soutenu, des nouvelles stratégies et priorités conformes aux engagements pris par les pays dans le cadre du programme prioritaire de redressement de l'Afrique et du programme d'action des Nations Unies pour le redressement et le développement de l'Afrique ont été adoptées par les pays.

##### Au plan général

32. Au plan général les objectifs de croissance adoptés visent une nette amélioration de la situation socio-économique dans l'ensemble, la croissance de consommations, de l'investissement, des exportations et des importations demeure modérée, les taux de croissance respectifs étant de 5,3, 4,6, 4,1 et 4,2 en moyenne par an.

Les taux de croissance du PIB prévus se situent dans une fourchette de 3,5 (Zaïre) à 10,3 (Ouganda) p. 100 par an excepté un seul pays où une légère décélération du PIB été prévue de 1984 à 1988. Le taux de croissance annuel moyen du PIB pour les 13 pays considérés est de 5,4 p. 100 environ. La croissance annuelle des secteurs est respectivement en moyenne de 6, 7,5 et 4,2 p. 100 par an pour l'agriculture, l'industrie et les services.

33. Les nouvelles stratégies adoptées pour la relance économique comprennent en vue de l'autosuffisance alimentaire une politique d'appui à la modernisation de l'agriculture dans les domaines : (i) de l'organisation, de l'encadrement, de la formation et de la mobilisation du monde rural; (ii) des prix, du crédit et de la distribution des intrants et produits essentiels de base; et (iii) des productions vivrières qui ont été négligées dans le passé au profit des cultures de rente.

34. Une politique industrielle plus sélective, intégrée et diversifiée axée sur : (i) la valorisation des produits agricoles; (ii) la promotion et le renforcement des petites et moyennes entreprises; (iii) l'accroissement de la productivité; (iv) l'amélioration de la qualité des produits et de leur compétitivité internationale; (v) un choix rationnel des investissements.

Les taux de croissance du PIB et des principaux secteurs et des différentes composantes de la demande figurent au tableau ci-dessus.

Tableau 1 : Croissance du PIB et des principaux secteurs pour la relance économique en Afrique

	1985-1989	PIB	Agri- culture	Indus- trie	Eau et énergie	Bâtiment et travaux	Services
Algérie	1985-1989	6,6	4,5	9	10	9	7,2
Cameroun	1986-1991	6,7	8,5		2		9
R.C.A.	1986-1990	3,7	3,9	3,7	4,5	6,2	3,5
Egypte	1987/88-1991/92	5,7	4,1	8,4	7,1	5,9	6,2
Ethiopie	86/87-88/89	7,2	6,8	8,3			4,7
Gabon	83/88	-0,8	-1,0	2,6			-0,8
Kenya	84-88	5,1	4,6	6,6	6	3,7	3,7
Ouganda	87/88-90/91	10,3	16,3	24,5	80,6		7
Botswana	1985-91	4,8	6,5	8,3	7,2	3,5	4,1
Zimbabwe	1986-90	6,7	-	-	-	-	-
Zaïre	1987-90	3,5	8	7	5,6	0,0	4,7
Cap Vert	1985-90	6,7	3,2	9	-	2,7	1,9
Guinée Bissau	1986-90	3,7	5,8	1,5		-	0,1
Moyenne		5,4	6,0	7,5	7,7	4,5	4,2

35. Une politique des transports fondée sur des actions définies en fonction des programmes de développement agricole et industriel. Le développement des transports est en outre considéré comme un instrument de consolidation de la politique d'équilibre régional et d'aménagement du territoire.

36. Une politique des ressources humaines axée sur : (i) l'adaptation du système d'éducation et de formation pour mieux prendre en compte les réalités nationales et les besoins de l'économie; (ii) l'accroissement de l'efficacité de la fonction publique; (iii) la recherche d'une meilleure adéquation entre la population, les ressources et le développement ainsi qu'un meilleur déploiement de la population sur l'ensemble du territoire national autant que possible; (iv) l'accélération de la modernisation des zones rurales en vue de juguler l'exode rural de même qu'une meilleure maîtrise du développement urbain; (v) la création d'emplois.

37. Une gestion saine et rigoureuse des finances publiques et une plus grande mobilisation, une meilleure allocation et une meilleure rémunération des ressources financières locales.

Tableau 2 : Croissance des composantes de la demande et des exportations dans quelques pays africains

	Importation	Exportation	Investissement	Consommation
Algérie	6,1	5,3	7,3	5,9
Botswana	5,3	3,2	2	5,3
Cameroun	6,0	7,7	4,1	6,6
République centrafricaine <sup>8</sup>		6,4	8,4	7,6
Cap Vert	3,2	2,4	3,1	4,2
Egypte	3,1	5	6,5	7,3
Ethiopie	-	2,5	28,9	5,2
Gabon	-2,5	-0,3	-2,5	1,7
Kenya	4,2	4,9	7,9	4
Moyenne	4,2	4,1	4,6	5,3

38. La mobilisation et l'allocation optimale de toutes les ressources intérieures disponibles en référence aux priorités de développement.

39. Le renforcement et la diversification des systèmes bancaires de même qu'une redéfinition des conditions d'endettement et la recherche des meilleures conditions pour les emprunts extérieurs.

40. La protection de l'environnement et la lutte contre la désertification.

41. Au plan de l'allocation sectorielle des ressources financières, le secteur alimentaire et agricole a été mis au premier rang des priorités conformément au PPREA et aux engagements du PANUREDA. Dans plus de la moitié des pays, plus de 20 à 49 p. 100 des investissements prévus ont été affectés au secteur agricole ou aux secteurs d'appui à l'agriculture parmi lesquels les transports et l'industrie notamment ont reçu une attention particulière. En moyenne 13 p. 100 environ des investissements prévus aux plans nationaux vont au développement des ressources humaines. Dans les pays où l'économie dépend essentiellement d'enclaves minières, la restructuration, la réorientation et la diversification de l'économie quoique retenues parmi les objectifs à moyen et long termes demeurent une tâche particulièrement ardue. La part du secteur agricole dans l'ensemble des investissements est encore limitée et ne dépasse guère 10 p. 100 malgré l'existence des potentialités importantes.

42. Nombre de pays ont mis en oeuvre des mesures de politique générales novatrices voire radicales en vue de restaurer la stabilité financière et de créer les conditions d'un redressement soutenu. Le déficit des budgets de fonctionnement dans les pays à revenu faible reste dans une limite de 4 à 5 p. 100 du PIB. Parallèlement à la rationalisation du fonctionnement des entreprises publiques des mesures sont prises pour encourager le secteur privé.

43. Dans plus de 60 p. 100 des pays, 56 à 78 p. 100 des investissements prévus aux plans nationaux seront financés par des ressources internes. La part des ressources externes dans le financement des actions planifiées n'est vraiment prédominante que dans la catégorie de pays les moins avancés (PMA) qui elle-même fait des progrès substantiels dans la mobilisation des ressources internes. La réalisation des engagements de la communauté internationale pris dans le cadre du NPSA et du PANUREDA est toujours d'importance cruciale pour cette catégorie de pays.

Tableau 3 : Moyen de financement du plan

Pays	Financement des plans nationaux	
	Interne % du total	Externe % du total
Botswana	57,2	43,2
Cameroun	76,7	23,3
République centrafricaine	22,7	77,3
Egypte	56	44
Ethiopie	55	45
Gabon	78,2	21,2
Kenya	26,3	73,7
Zimbabwe	60	40
Zaïre	57	43

44. En conclusion, dans le cadre de la relance et de la dynamisation, des économies africaines, les nouvelles stratégies et priorités adoptées dans les plans nationaux sont en conformité avec le PPREA et le PANUREDA. Toute fois l'engagement de financement interne de 64,4 p. 100 ne peut être respecté par tous les pays. Ce qui n'est d'ailleurs pas en contradiction avec le PPREA qui prévoit des financements internes de l'ordre de 4,2 p. 100 pour les pays du Sahel de 38 et 48,1 p. 100 pour les sous-régions d'Afrique Australe et l'Afrique de l'Ouest non Sahélienne. En outre il demeure crucial d'identifier et d'évaluer régulièrement l'incidence économique et social des programmes d'ajustement structurels mis en oeuvre dans la majorité des pays et d'examiner dans quelle mesure elle ne met pas en cause les objectifs et stratégies de relance économique adoptées à moyen et long terme. Une des lacunes la plus importante des stratégies adoptés dans la plupart des plans nationaux est la non élucidation de cette question cruciale et la détermination de la compatibilité de certaines exigences de gestion et d'assainissement financier à court terme avec les objectifs et stratégies de croissance à moyen et long terme.

B. L'autosuffisance : un objectif fondamental du PAL et l'Acte Final de Lagos

45. La priorité accordée à l'agriculture dans la plupart des plans nationaux concourt à la réalisation de cet objectif. A cette fin de nombreuses mesures sont préconisées. Ces mesures comprennent : (i) récupération des terres arables là où cela est nécessaire et la mise en valeur de nouvelles terres; (ii) la structuration du milieu rural par la valorisation de la profession d'agriculture, l'encouragement de la constitution d'organisation et groupements de paysans et le soutien aux actions de développement communautaire; (iii) la dynamisation de l'encadrement rural et la décentralisation de l'action de l'administration; (iv) la participation accrue des populations notamment des femmes dans la planification et l'insertion des jeunes en milieu rural; (v) la mise à la disposition des agriculteurs d'intrants nécessaires; (vi) l'extension des pratiques de culture intensive; (vii) l'établissement de liaisons permanentes recherche-vulgarisation; (viii) la création ou le renforcement d'établissements de crédit agricole; (ix) la remise en état et le développement de réseaux de voies de desserte et autres infrastructures **d'importance critique** telle que la petite et moyenne hydraulique; (x) l'élaboration des programmes de développement agricoles intégrés; (xi) l'amélioration des revenus agricoles dans le cadre d'une politique et répartition du revenu national impulsant les activités productives. Dans ce cadre il est préconisé dans certains plans nationaux la mise en place d'un système de suivi permanent des prix agricoles sur le marché intérieur et extérieur et la fixation des prix aux producteurs pour les produits d'exportation en fonction des coûts de production et des prix à la consommation de manière à maintenir les revenus agricoles à un niveau attractif.

46. Certaines stratégies nouvelles préconisent les mesures radicales de découragement des cultures à caractère spéculatif en faveur des cultures vivrières. Grâce à cette série de mesures, l'on espère que la production vivrière croîtra à un rythme annuel de 3,5 à 5,5 p. 100 par an, ce qui sera une contribution inestimable à la réalisation des objectifs du PAL et du PPREA. D'autres actions sont préconisées dans certains plans nationaux en vue de renforcer la sécurité alimentaire des pays par le développement et l'amélioration de la capacité de stockage et de conservation des denrées agricoles, des réseaux internes de distribution et la mise en place des systèmes d'alerte rapide.

47. Il faut cependant signaler la réalisation de l'objectif d'autosuffisance alimentaire et de la sécurité alimentaire n'est abordée qu'au niveau national négligeant souvent largement les perspectives de coopération sous-régionale et régionale dans un domaine si capital.

C. Nécessité d'une plus grande maîtrise du développement de la croissance socio-économique

48. Le PAL et l'AFL de même que le PPREA et le PAMUREDA accordent une attention particulière à la maîtrise de la gestion de l'économie et à la mise en oeuvre d'un processus de développement auto-centré et auto-entretenu. La contribution de la planification à cet objectif n'est nullement négligeable dans les plans nationaux de développement actuellement en cours dans certains pays africains. Ces plans sont caractérisés par : (i) l'élargissement de leurs domaines et le renforcement de leurs mécanismes en même temps qu'un assouplissement dans leurs procédures d'élaboration et d'exécution;

(ii) la prise en compte de l'aménagement du territoire qui devient de plus en plus l'une des tâches fondamentales de la planification et s'impose en raison des multiples disparités de croissance, de niveau de vie et d'emplois à l'intérieur des pays et en raison de la rapidité des mutations et (iii) la prise en compte de l'influence des données démographiques et des problèmes de formation dans la définition des objectifs.

#### 1. Le renforcement de la capacité de planification socio-économique des pays

49. Il est admis dans les plans nationaux que les systèmes de planification en place nécessitent une plus grande précision et une définition approfondie et cohérente de leur rôle et instruments. Plus qu'un catalogue de projets, la planification est de plus en plus perçue comme un instrument d'orientation, d'encadrement et de stimulation des activités économiques visant une meilleure organisation des priorités et activités, une meilleure cohérence des politiques économiques par la mise au point des schémas d'articulation et de coordination permettant à la fois la décentralisation et le respect des priorités et la réalisation des progrès nouveaux dans l'enrichissement des techniques et des instruments de régulation de l'économie. La nécessité de système de planification simple et efficace faisant intervenir aussi bien le secteur privé que le secteur public est ressentie dans la plupart des pays.

50. Le souci premier est la recherche et le développement des voies et moyens d'une contribution appréciable des initiatives privées à l'essor économique dans les secteurs et domaines d'activités où elles pourront élargir les capacités techniques, financières et humaines des pays et contribuer de façon efficace à l'accroissement de la production, la création d'emplois, la résorption des déséquilibres régionaux et au développement des exportations. Dans ce cadre il est prévu une meilleure organisation des relations entre le secteur privé et public par la définition des modalités et procédures réglementaires adéquates en matière d'approvisionnement, d'accès au terrain, de crédit, d'équipement, de maintenance et d'écoulement de produits sur les marchés internes et externes, ainsi que l'intégration du secteur informel dans la planification.

51. La deuxième objectif poursuivi est le renforcement de la cohérence des objectifs adoptés à différents niveaux : local, régional, sectoriel et national par la mise au point des mécanismes de coordination et d'ajustement continus de programmation d'actions en adéquation avec les conditions de leur mise en oeuvre et le respect des priorités. A cet effet, un nombre croissant de pays élaborent des plans annuels conçus comme moyen privilégié de la mise en oeuvre de la mobilisation des moyens humains, matériel et financiers pour la conduite des actions à moyen terme par l'ajustement périodique des objectifs et des moyens aux conditions économiques, financières et sociales liés aux phénomènes conjoncturels. L'élaboration des plans annuels qui constitue un progrès appréciable dans la planification économique des pays africains implique une évaluation annuelle du plan national, une préparation annuelle du budget d'investissement et la réactualisation continue des investissements projetés. Elle permet d'améliorer la gestion et le contrôle des investissements par la formulation et l'application des procédures standardisées de gestion (contrôle des travaux, et contrôle financier).

52. La tâche la plus difficile dans le renforcement de la cohérence des actions et dans l'amélioration de la gestion économique au niveau national est la coordination de l'aide extérieure afin d'éviter les gaspillages des ressources. Cette coordination est recherchée dans les plans nationaux par une participation nationale accrue à la gestion des ressources extérieures mises à la disposition des pays et un renforcement des mécanismes de dialogue et de concertation avec les aides extérieures sur un plan bilatéral ou multilatéral. Toutefois les chances de réussite de cette coordination

résident d'une part dans la confiance mutuelle véritable entre partenaires et une préparation minutieuse nécessitant le renforcement de la capacité d'étude, d'analyse des projets, de programmation et de négociation des pays.

## 2. L'aménagement du territoire

53. On devra compter désormais la prise en charge explicite de la dimension spatiale du développement parmi les acquis de la planification dans certains pays africains. Les plans nationaux visent par ce biais : (i) l'organisation de l'espace national conduite à partir des schémas d'aménagement; (ii) le développement équilibré du monde rural par la promotion des activités de production et des établissements humains afin d'atténuer l'exode rural en engageant des actions tendant à réorganiser le flux de populations et d'échange en vue d'une occupation plus rationnelle du territoire national, d'une répartition plus équilibrée des activités économiques, sociales et culturelles assurant une distribution plus équitable des revenus; (iii) le développement dynamique des villes en harmonie avec le développement de l'industrie et des infrastructures; (iv) la déglobalisation des plans sectoriels et la décentralisation plus poussée des programmes d'actions.

## 3. La prise en compte de l'influence des données démographiques

54. Un nombre plus grand de plans nationaux que dans le passé, appliquent les recommandations de principes contenues dans le plan d'Action des Nations Unies pour le redressement et le développement de l'Afrique concernant la population en élaborant des politiques et des programmes démographiques globaux, en créant des mécanismes nationaux aptes à faciliter l'intégration des questions relatives à la population au processus de planification du développement et en instituant des politiques qui visent à infléchir les taux de fécondité et de mortalité et à freiner les immigrations vers les villes.

## 4. Conclusion

55. En vue de la relance de leurs économies, de la réalisation de l'autosuffisance alimentaire dans le cadre d'un développement économique soutenu par une maîtrise croissante de la gestion leurs ressources, les plans nationaux en cours dans de nombreux pays africains convergent vers une décentralisation croissante des systèmes de planification en place. Le rôle de l'Etat est davantage clarifié et limité à l'orientation et à l'incitation au développement des secteurs prioritaires. Le domaine de la planification s'élargit de plus en plus pour embrasser toutes les activités économiques aussi bien dans les secteurs modernes que dans les secteurs informel et traditionnel. La recherche des voies et moyens pour la prise en compte des initiatives des populations destinées à satisfaire leurs besoins propres par leurs propres moyens est largement engagée et une des tâches principales de la planification devient l'aménagement du territoire en vue d'une utilisation rationnelle des ressources naturelles disponibles.

56. Les implications de cette nouvelle orientation de la planification dans les pays africains sont nombreuses. En effet la mise en oeuvre d'une planification décentralisée requiert plus d'autonomie de gestion et de liberté de décision pour les entreprises publiques, pour le secteur privé moderne et les organisations de masse. Elle implique aussi une mobilisation rationnelle des ressources matérielles importantes telles que les moyens de fonctionnement des services décentralisés et des commissions

locales de planification qui procèdent aux études de base. Sur le plan financier elle suppose que les collectivités décentralisées s'appuient sur leurs propres ressources pour le financement des projets d'intérêt local. Il est important que des institutions efficaces d'assistance au développement local soient mises sur pied pour fournir une aide financière technique et matérielle aux collectivités locales sur la base des besoins ressentis par les populations et en complément des engagements de celles-ci.

57. La réalisation des programmes de formation et de perfectionnement du personnel de planification devrait s'accélérer en vue d'une adaptation régulière et progressive des systèmes de planification aux nouvelles orientations économiques autour des préoccupations d'améliorer les connaissances en matière d'analyse économique, de planification régionale et d'aménagement du territoire, d'élaboration, de gestion et d'administration du développement. Il s'agit sans doute d'une tâche de longue haleine qui requiert une assistance extérieure urgente et efficace.

TROISIEME PARTIE  
QUELQUES ASPECTS SECTORIELS DES PLANS NATIONAUX  
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

A. Agriculture et alimentation

58. La situation de l'agriculture dans les pays africains en développement au démarrage de la mise en oeuvre du PPREA était caractérisée par un faible niveau de productivité et une forte dépendance aux aléas climatiques. Le faible niveau de la productivité s'explique par l'utilisation des modes de production archaïques qui se traduit comme il sort du tableau ci-dessous par un niveau très bas de mécanisation et d'utilisation d'engrais.

Tableau 4 : Situation récente de l'agriculture en Afrique

1985

	Sous région - MULPOC				
	Tanger	Niamey	Yaounde	Gisenyi	Lusaka
<b>I. <u>Situation des terres</u></b>					
1 000 ha					
Terres récoltées	38 756	55 168	6 968	7 986	36 525
Terres arables	38 897	88 403	21 624	16 604	63 202
Terres irriguées*	905	266	8	8	447
Potential irriguable	33 756	73 522	96 735	154 967	115 432
<b>II. <u>Facteurs de production</u></b>					
Animaux de trait en 10 <sup>3</sup>	3 973	2 382	253	111	10 909
Tracteurs en 10 <sup>3</sup>	202	22	3	2	97
Terre arable ha en 10 <sup>3</sup>	192	4 018	6 381	6 984	654
Engrais Kg/ha	56,5	7	8,4	1,6	14,2
Main d'oeuvre 10 <sup>3</sup>	14 959	46 465	5 689	13 152	58 102
Importations céréales**	17 532	5 498	538	432	4 057
Exportations céréales	236	61	2	0	547
Taux d'autosuffisance	0,93	0,90	0,65	0,0	0,84

Source : FAO.

\* Données de 1983.

\*\* Données 1983 - 1985.

59. Dans l'ensemble, les terres sous irrigation partielle ou totale représentent 3,4 p. 100 du potentiel irrigable et l'utilisation des engrais est de 17,5 Kg/ha en moyenne avec un tracteur pour plus de 3 600 ha en moyenne. La conséquence de cette situation est une dépendance alimentaire de l'extérieur avec un taux d'auto suffisance de l'ordre de 66 p. 100.

60. En vue de changer une telle situation, les plans nationaux en cours reconnaissent la nécessité d'appliquer à court, moyen et long termes des mesures adéquates d'incitation à la production, de modification des politiques des prix, l'amélioration et l'augmentation des facteurs de production, les programmes d'action visant à réduire les goulots d'étranglement technologiques et institutionnels dans ce secteur, l'amélioration de l'infrastructure économique, sociale et l'augmentation de l'investissement agricole.

61. Le début d'application de ces mesures a vu comme le montre le tableau 5 une nette amélioration de la situation agricole en Afrique notamment en 1985 et 1986, amélioration due cependant en grande partie aux bonnes conditions climatiques.

Tableau 5 : Taux de croissance de la production agricole par sous-région 1984/1987

	1984	1985	1986	1987
Afrique du Nord-Est	-1,04	7,5	1,5	1,9
Afrique du Nord-Ouest		15,7	8,0	-6,2
Afrique de l'Ouest	7,41	10,0	4,3	0,9
Afrique du Centre	3,06	3,0	2,0	2,4
Afrique de l'Est	-2,22	11,5	3,8	-0,2
Afrique du Sud	-0,04	1,7	8,3	0,5
Afrique développée	1,83	2,6	3,8	0,5

Le délai de maturation des projets d'investissement est long et les mesures d'accompagnement qui doivent permettre d'éviter la répétition des erreurs commises dans le passé ou de nouvelles erreurs susceptibles d'entraver le processus ainsi amorcé sont nombreuses.

62. Dans la plupart des pays, les bases d'un développement auto entretenu et auto suffisant sont encore fragiles même si l'on a commencé à se pencher sur les causes profondes des mauvais résultats de l'agriculture et d'accroître considérablement l'investissement agricole. Le retour de la sécheresse en 1987 dans un certain nombre de pays africains qui a provoqué une forte chute de production des céréales traditionnelles (sorgho, millet et maïs) a bien montré cette fragilité de la base de la production agricole. Le fait que seules les cultures irriguées et les cultures industrielles n'ont pas été aussi affectées que les céréales traditionnelles montrent que des efforts soutenus restent encore nécessaires pour la réalisation de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire. Le tableau 6 illustre l'évolution de la production alimentaire au cours des trois premières années mise en oeuvre du PPREA et du PANUREDA et la nécessité de la poursuite du renforcement des stratégies notamment alimentaires.

Tableau 6 : Production de denrées alimentaires dans les pays africains en développement

	1985	1986	1987 <sup>a/</sup>
Céréales(en milliers de tonnes)	71 548	75 988	69 910
dont :			
Maïs	21 612	22 969	20 211
Sorgho	13 223	13 854	12 829
Blé	8 435	9 451	9 553
Millet	11 325	11 802	10 938
Riz paddy	9 470	10 111	10 247
Racines et tubercules	104 129	104 331	106 014
dont :			
Igname	58 481	59 981	60 593
Patate douce	6 669	6 725	6 836
Patate	5 877	6 016	6 129
Légumineuses	5 957	6 975	6 605
Bananes	18 809	18 577	18 847
Légumes et melons	25 955	26 533	26 878
Fruit (melon exclu)	37 364	37 729	38 218
Sucre brut	5 957	6 975	6 605
Lait entier	13 522	14 202	14 417
Viande	6 423	6 616	6 824
Arachide	3 849	4 483	4 351

Tableau 7 : Cultures industrielles (en milliers de tonnes)

Coton graine	3 692	3 583	3 838
Café .	1 216	1 254	1 324
Cacao	1 108	1 088	1 128

Source : Etudes des conditions socio-économiques de l'Afrique, 1987-1988 .

63. Dans le domaine de la politique générale, des programmes et de la planification, on devrait insister davantage sur l'amélioration de la production des cultures vivrières de base, de l'élevage et des pêches. Il faudrait mettre plus d'accent sur la protection des cultures, l'amélioration de la santé animale, l'évaluation et la mise en valeur des ressources en terres et en eaux, l'amélioration de l'aménagement des sols et des eaux et la promotion accélérée de l'utilisation accrue et rationnelle des intrants agricoles.

#### Valorisation et formation du personnel

64. Dans le passé récent, le développement de l'alimentation et de l'agriculture a été gêné par le manque de cadres, de main-d'oeuvre et de structures institutionnelles pour exécuter les politiques et les programmes et assurer les services techniques et l'administration. On a également manqué tant au niveau technique que politique, de planificateurs pour la recherche et l'économie et la gestion. Mais plus que tout, certains pays manquent de personnel au niveau intermédiaire pour assurer la répartition, l'entretien et le fonctionnement des machines, de l'équipement et l'exécution des projets.

65. Les plans nationaux contiennent de nombreuses mesures destinées à accroître et renforcer non seulement la formation des chercheurs et des vulgarisateurs, mais aussi celles des mécaniciens, des comptables, etc... qui sont nécessaires pour améliorer l'efficacité des coopératives, des organismes semi publics. En outre la formation pratique des agriculteurs et des femmes à l'économie familiale, à la nutrition et à la puericulture ainsi que la formation des jeunes à une vaste gamme d'activités rurales est amorcée dans quelques plans nationaux où elle s'inscrit dans la valorisation générale de la main-d'oeuvre qui est indispensable pour surmonter les obstacles au développement de l'agriculture sur le continent.

66. Etant donné que la petite exploitation est la pierre angulaire de l'agriculture en Afrique, les plans nationaux tentent de promouvoir le développement de l'agriculture par ce biais. Mais les obstacles sont encore nombreux et le renforcement et la poursuite des efforts restent indispensables. Pour que ces politiques réussissent, il faudrait que le gouvernement d'un grand nombre de pays procèdent à d'importantes réformes agraires. Comme la propriété et le droit d'utilisation de la terre soulèvent des problèmes culturels et mêmes politiques très délicats, il est important que les plans nationaux envisagent des politiques foncières adaptées.

67. Bien que multiples et complexes, les obstacles actuels au développement de l'agriculture en Afrique ne sont pas insurmontables. Les pays africains sont en fait en mesure d'entreprendre une planification du développement agricole fondée sur des politiques, des réformes et des efforts qui permettent de renverser la tendance actuelle à la baisse du rendement à condition de recevoir un appui plus ferme et adéquat de la communauté internationale.

### B. Industrie

#### 1. Evolution récente de l'industrie en Afrique

68. Après l'adoption du Plan d'action de Lagos en 1980 et la proclamation par l'Assemblée générale de la Décennie du développement industriel de l'Afrique 1980-1990, les pays africains ont accordé une plus grande attention aux divers aspects du développement industriel. Mais au cours de la période 1980-1985, la part du secteur manufacturier dans le PIB de la région était nettement plus faible que la moyenne pour tous les autres pays en développement. Cette évolution est retracée dans le tableau 8.

Tableau 8 : Afrique en développement : part de l'industrie manufacturière dans le PIB

	Part en pourcentage		
	1980	1985	1986 a/
<u>Sous-région</u>			
Afrique du Nord	9,7	11,1	12,8
Afrique de l'Ouest	6,4	7,4	6,4
Afrique du Centre	6,6	8,7	11,0
Afrique de l'Est et Afrique australe	10,7	9,9	11,8
<u>Groupement économique</u>			
Membres de l'OPEP	5,1	7,1	6,4
Pays les moins avancés	7,9	7,2	7,9
Autres pays	12,5	12,6	15,2
Afrique en développement	8,0	9,4	9,6

Source : Secrétariat de la CEA.

69. Dans toutes les sous-régions à l'exception de l'Afrique de l'Ouest, la part du secteur manufacturier dans le PIB a augmenté entre 1980 et 1986. La concentration de la production industrielle en Afrique du Nord est la plus remarquable : en 1985-1986, cette sous-région a fourni 48 p. 100 de la production manufacturière de l'Afrique en développement tandis que l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe assuraient respectivement environ 26 p. 100 et 19 p. 100 de la production totale de la région; en Afrique du Centre, l'industrie manufacturière est toujours faible (7 p. 100 du total de la production) bien qu'en expansion rapide. La part de la production manufacturière dans le PIB pour le groupement désigné sous l'appellation "autres pays" a atteint 15,2 p. 100 en 1986 contre 12,5 p. 100 en 1980 et en 1985. Pour les PMA et les pays membres de l'OPEP, la contribution du secteur manufacturier dans le PIB était respectivement de 7,9 p. 100 et de 6,4 p. 100 en 1986. La production manufacturière des autres pays représentait 56 p. 100 du total régional tandis que celle des pays membres de l'OPEP et des PMA représentait respectivement 33 p. 100 et 11 p. 100. (Tous ces pourcentages sont calculés par rapport à la production manufacturière brute).

70. Les PMA ont enregistré une faible croissance de 1,6 p. 100 seulement par an environ au cours de la période 1980-1985 contre 4,3 p. 100 pour les principaux pays exportateurs de pétrole et 3,4 p. 100 pour les autres pays. Les deux derniers groupements économiques ont obtenu de meilleurs résultats en 1985 qu'en 1984. Cette tendance s'est dégradée en 1986 avec -14,8 p. 100 pour les principaux pays exportateurs de pétrole et 3,2 p. 100 pour le groupe désigné sous l'appellation "d'autres pays".

Tableau 9 : Taux de croissance de la valeur ajoutée manufacturière au cours de la période 1980-1987

	Millions de dollars	%	Taux de croissance annuel			
			1986	1985	1986	1987
<u>Sous région</u>						
Afrique du Nord	15 389	52,4	5,8	4,7	4,3	6,4
Afrique de l'Ouest	3 394	218	-4,0	4,8	-20,5	-3,1
Afrique du Centre	2 193	7,5	8,7	4,9	3,4	3,1
Afrique de l'Est et australe		18,3	0,7	3,5	1,2	8,6
<u>Groupements économiques</u>						
Principaux exportateurs de pétrole	2 622	29,4	0,8	4,5	-14,3	3,5
PMA	3 052	10,4	1,0	1,3	1,9	0,8
Autres pays	13 682	60,2	3,3	5,2	3,2	3,8
Total AFrique	29 356	100,0	2,3	4,5	-2,9	3,4

71. La croissance du secteur industriel africain, malgré les nombreux efforts déployés dans le cadre de la décennie des Nations Unies pour le développement industriel en Ethiopie, a été sérieusement entravée ces dernières années par toute une série de facteurs : (i) sous-utilisation des capacités existantes due à des pénuries de pièces de rechange, de matières premières importées et de technologie. En outre, le développement du secteur industriel privé local dynamique et riche en initiatives n'a pas toujours été encouragé voire a été entravé par des mesures administratives inefficaces de contrôle de prix, de distribution, d'octroi de licence d'importations et des codes d'investissements inadaptés. Les énormes potentialités humaines et techniques du secteur privé ont manqué d'appui complémentaire dans le domaine notamment de la formation, de la gestion, de la distribution, de la planification et de la programmation. On a tenté de faire du secteur public en général notamment industrie le moteur essentiel de l'investissement. Si à certains moments dans certains pays d'Afrique, le secteur public a joué un rôle primordial d'impulsion et de soutien au processus de modernisation, ce secteur est actuellement essoufflé voire

effondré dans beaucoup de pays sans possibilité de reprise immédiate faute de mécanismes de relai bien préparés et mis au point de longue date. L'augmentation du volume d'investissement public a été accompagnée d'une pléthore de personnel ou de chômage en raison de l'utilisation de technologie à haute intensité de capital et de mauvaise gestion. Le mauvais choix des investissements, le manque d'études de base sérieuses a manqué ou la mauvaise planification des investissements, de l'inefficacité des services d'entretien et de soutien sont aussi au nombre des facteurs qui ont entraîné une baisse de l'efficacité de l'utilisation du capital et d'aggravation des problèmes de la dette.

2. Les nouvelles stratégies

72. Les nouvelles stratégies mise en oeuvre dans les plans nationaux en cours visent à relancer la croissance industrielle par des mesures pratiques et plus opérationnelles : adoption de nouveaux codes d'investissements ou la modification des codes existants, de simplification des législations et procédures de l'investissement industriel en général pour promouvoir le capital national dans l'industrie. De nombreux pays ont déjà mis en place ou préconisé dans leurs plans nationaux le renforcement ou la création de centres de promotion du développement industriel dont le rôle est d'identifier ou de susciter des initiatives locales en matière d'industries, de les inciter, orienter et notamment de les assister dans la formulation des projets, la mise au point d'accords ou de conventions avec le gouvernement, l'établissement des plans d'investissement et de production, la mobilisation de moyens de financement avec souvent la mise en place d'un fonds de garantie aux investissements privés locaux pour les faire bénéficier des systèmes des crédits et bancaires en place.

73. De même, de nombreuses mesures sont préconisées dans les plans nationaux en vue de rationaliser le fonctionnement du secteur industriel public. Ces mesures comportent des fermetures d'entreprises en faillite, la recherche d'association avec des privés étrangers et/ou nationaux, la suppression de subventions, le renforcement des entreprises viables et rentables.

74. L'ensemble de ces mesures sont dictées par les programmes d'ajustement structurel mis en oeuvre avec le concours de la BIRD et ont largement contribué à l'assainissement de la gestion du secteur industriel dont la relance s'avère toutefois plus lente en raison de la complexité et la multiplicité des problèmes à résoudre.

75. Etant donné que la planification socio-économique embrasse désormais dans de nombreux pays l'ensemble des activités et qu'elle tend de plus en plus à être plutôt indicative, et incitatrice, il importe beaucoup qu'elle s'attache davantage à la planification du redressement du secteur tant privé que public en vue de préparer la voie d'une planification renforcée de la mise en valeur d'immenses ressources naturelles disponibles et/ou exploitées.

76. Ces mesures sus-mentionnées des plans nationaux en cours visent une croissance annuelle moyenne de l'ordre 8 p. 100 du secteur industriel au cours de la période 1986-1990. Le taux de croissance prévu du secteur eau et énergie est de 7,7 p. 100 et celui des bâtiments et travaux publics 4,5 p. 100. La réalisation de ces objectifs de croissance dans un secteur aussi capital que celui de l'industrie constituera un pas important dans la mise en oeuvre du PAL, du PPREA et du PANUREDA.

### C. La sécheresse et la désertification

77. Les plans nationaux ont entrepris de nombreuses actions dans ce domaine, actions complétées actuellement par une assistance renforcée des organismes des Nations Unies depuis l'adoption du Programme d'action. Au PNUD, au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), à la FAO et à la Banque mondiale les questions de sécheresse et de désertification tendent de plus en plus à se situer au coeur de nombre d'activités d'investissement et de coopération technique.

78. Le PNUD prête une attention accrue à la gestion des ressources en eau et a élargi l'appui qu'il fournit au programme international d'aménagement écologique des parcours arides et semi-arides. Des centres régionaux pour la sylviculture en zone aride et la lutte contre la désertification ont été créés en Afrique de l'Est, en Afrique australe et dans la zone soudano-sahélienne. Leurs activités englobent le renforcement des institutions, le perfectionnement de la main-d'oeuvre, les services de vulgarisation (recherche, démonstration et information), et d'autres mesures comme la stabilisation des dunes de sable et la lutte contre l'érosion des sols.

79. Grâce notamment à l'action du PNUE, les aspects écologiques de la sécheresse et de la désertification sont de mieux en mieux reconnus à l'échelon national, à l'échelon régional et au sein de la communauté internationale. Le PNUE, organisation chef de file des Nations Unies pour l'exécution du Plan d'action des Nations Unies pour lutter contre la désertification, s'attache à la mise en oeuvre d'initiatives importantes, notamment le programme pilote issu de la première Conférence ministérielle africaine sur l'environnement, la base de données sur les ressources mondiales et le Système mondial de surveillance continue de l'environnement (GEMS).

80. Des efforts importants pour résoudre les problèmes de la sécheresse et de la désertification dans la région soudano-sahélienne ont été entrepris par le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS). L'élément lutte contre la désertification du mandat du BNUS s'exécute pour le compte du PNUE dans le cadre d'une coentreprise du PNUD et du PNUE. Le PNUD, le BNUS, la FAO, le FISE et la BIRD porte une attention accrue sur la gestion des ressources en eau notamment dans la région soudano-sahélienne. Divers organismes tels que le CILSS se sont chargés d'activités de surveillance et de protection des systèmes.

81. Le Conseil des ministres de la CEA a adopté en avril 1987 l'importante décision de créer un centre africain des applications météorologiques en faveur du développement à Niamey avec l'appui de l'OMM. Le centre aura parmi ses activités principales la surveillance des conditions météorologiques, la recherche appliquée, et la formation de chercheurs africains.

### D. Finances

82. L'importance des ressources financières mobilisées ou à mobiliser au niveau national en vue du financement des actions prévues dans les plans nationaux a été ressortie dans les sections précédentes. Concernant la mobilisation des ressources extérieures nécessaires à l'exécution du PPREA et du PANUREDA, qui s'élèvent à 24 milliards de dollars environ par an il demeure beaucoup d'incertitudes.

83. En effet, selon les estimations du CAD de l'OCDE, le montant net total des apports de ressources à l'Afrique en 1985 a été de 16 milliards de dollars environ dont les deux tiers soit 11 milliards ont été alloués à l'Afrique sub-saharienne. Pour l'Afrique au sud du Sahara, la courbe du total net des apports de ressources fait apparaître une baisse de 5 p. 100 en termes réels entre 1980 et 1985. En 1986, le chiffre correspondant serait de 18 milliards de dollars environ, selon les estimations, ce qui se solde par une diminution en termes réels par rapport au niveau de 1985 après application du déflateur dollars-PIB pour les principaux pays de l'OCDE. On constate donc que les apports de ressources extérieures n'ont nullement compensé la chute des recettes d'exportation.

#### 1) Aide publique au développement

84. Les dernières estimations de l'OCDE pour 1986 suggèrent un chiffre de 11,9 milliards de dollars d'aide publique au développement (APD) pour l'Afrique subsaharienne, contre 9,7 milliards en 1985, ce qui équivaut, en termes réels, à une stagnation des flux d'APD.

#### 2) Flux d'aide bilatérale

85. Sur la base des chiffres les plus récents de l'OCDE, les flux bilatéraux d'APD à l'Afrique au sud du Sahara ont augmenté de 1,5 milliard de dollars environ par rapport aux chiffres de 1985 (5 949 milliards de dollars). Cependant le comportement effectif varie beaucoup d'un donateur à l'autre. Plusieurs donateurs bilatéraux comme l'Italie et le Japon, ont annoncé qu'ils comptaient augmenter leurs programmes en Afrique. Le Japon, par exemple, a annoncé en juin 1987 son intention d'utiliser 500 millions de dollars sur une période de trois ans au titre de l'aide bilatérale à fonds perdus pour l'Afrique. En revanche, dans certains pays donateurs, les débats en cours sur les contraintes budgétaires risquent d'entraîner la stagnation, voire la diminution de leur APD, ce qui pourrait éventuellement retentir sur leurs apports à l'Afrique.

#### 3) Flux multilatéraux

86. L'élément multilatéral de l'APD acheminée vers l'Afrique subsaharienne en 1985 s'élevait à 3,3 milliards de dollars; on l'estime à 4 milliards environ en termes réels en 1986. Dans l'accroissement des flux multilatéraux la BIRD et le FMI jouent un rôle de premier ordre.

## E. Conclusion

87. Les pays africains ont manifestement fait de sérieux efforts pour mettre en oeuvre les politiques et les réformes indispensables préconisées dans le PPREA et dans le PANUREDA. On peut constater les résultats positifs de ces mesures et réformes dans un certain nombre de pays pour ce qui est de la mobilisation, de la rationalisation et de la meilleure utilisation des ressources ainsi que de l'amélioration de la production agricole. Il est plus que jamais nécessaire de poursuivre et d'étendre les efforts ainsi entrepris dans les plans nationaux par : (i) l'amélioration des systèmes de prévisions à court terme par la modélisation et le renforcement de leur cohérence avec les prévisions à moyen terme; (ii) le perfectionnement continu de l'outil statistique de base en vue de réaliser des progrès dans la modernisation, le développement de la planification régionale et locale, conditions préalable à une véritable planification décentralisée intégrant l'aménagement du territoire comme dimension fondamentale du développement socio-économique; (iii) par une formation de cadres dans tous les secteurs de développement socio-économique en analyse et évaluation, gestion et administration des projets programmation et planification générale. Dans chacun de ces domaines, il existe, sans doute des bases dans la quasi totalité des pays mais dans bien des cas, ses bases sont encore fragiles car l'essentiel des travaux de planification dépend souvent au plan technique de l'assistance extérieure.

88. Il importe donc de renforcer les institutions de formation existante dans ces différents domaines notamment au niveau sous-régional (IDEP). Il faut en outre signaler que malgré les efforts déployés par la Communauté internationale, l'insuffisance des appuis extérieurs compromet dans de nombreux pays, le redressement de l'économie. Selon certaines projections, un grand nombre de pays d'Afrique à faible revenu seront incapables de mobiliser les ressources nécessaires pour maintenir les importations à un niveau suffisant et réaliser une croissance même modeste du revenu et de la consommation par habitant. C'est pour cette raison que la 7ème Conférence de la CNUCED a demandé aux pays développés de mobiliser efficacement des ressources additionnelles pour l'Afrique conformément aux engagements pris dans le contexte du Programme d'action des Nations Unies. Cela est indispensable à la réalisation des nouvelles stratégies et objectifs mis en oeuvre dans les plans nationaux en cours.